

Conseil national des 13 et 14 octobre — Rapport de Pierre Laurent

Cher·e·s camarades,

Au lendemain du vote sur la base commune et à maintenant six semaines de notre congrès, je vais, c'est bien normal, concentrer mon rapport sur la préparation de notre congrès.

Je ne pourrai en conséquence développer comme il le faudrait les récentes évolutions de la situation politique nationale et internationale. Elles constituent cependant un éclairage crucial sur les enjeux de notre congrès. Et nous devons les avoir en permanence à l'esprit.

Je veux souligner, même si je le fais trop brièvement, combien ces évolutions extrêmement rapides confirment en tous domaines les urgences qui travaillent la société et les consciences. Combien aussi elles appellent notre action communiste et la nécessité de penser nos initiatives politiques avec pertinence et ambition, car nous avons le devoir d'être utiles à notre peuple dans cette période si périlleuse.

Nous n'existons pas pour nous-mêmes. Tout ce que nous faisons doit être utile pour résister aux menaces qui grandissent, pour ouvrir des chemins de transformations immédiats et durables, des nouveaux chemins d'espoir. Le message de notre congrès dans six semaines devra être résolument tourné vers notre peuple.

Je ne cite que quelques uns des titres de l'actualité de la semaine écoulée.

Le GIEC dresse un nouveau constat alarmant sur le climat, les catastrophes climatiques font d'ailleurs régulièrement la une.

Le Brésil, sacrifié par les forces de l'argent, les grandes puissances et les États-Unis pour empêcher la réélection de Lula, est livré à l'extrême-droite.

En Europe, les forces brunes se préparent à une nouvelle percée dans le fief de la droite bavaroise, et elles s'organisent comme le montre la rencontre Le Pen-Salvini.

Et en France, ce qui était présenté comme le modèle du « nouveau monde » il y a à peine un an, la « macronie », est déjà plongée dans une crise politique durable.

Coupé un peu plus chaque jour des attentes populaires, le gouvernement n'en continue pas moins de faire pleuvoir les mauvais coups : le projet de changement complet de système de retraites annoncé mercredi n'est pas le moindre. Le pouvoir masque les conséquences d'un projet qui organise la baisse massive des droits à la retraite pour la très grande majorité des salarié·e·s. Une bataille décisive est devant nous.

Tout cela confirme que c'est le sens de la société et du monde dans lequel nous allons vivre qui est sans cesse interrogé.

L'enjeu premier de notre congrès est donc de savoir quel message politique, dans ces conditions exceptionnelles, nous allons adresser à la société. Il y a un an, lors de la feuille de route adoptée par l'assemblée nationale des animateurs et animatrices de sections, nous avons décidé d'y travailler en répondant à trois questions :

1. Pourquoi, selon-nous, c'est à dépasser le système capitaliste qu'est désormais confronté le XXI^e siècle et pourquoi le communisme, tel que nous le concevons aujourd'hui, apporte à cette question des réponses d'une grande actualité ?
2. Quel chemin concret et crédible proposons-nous sans attendre à la société française pour répondre aux urgences populaires, aux urgences politiques, aux urgences climatiques, tout en engageant les ruptures nécessaires pour progresser dans la voie du dépassement vers un nouveau mode de développement social, écologique, démocratique, vers de nouveaux rapports sociaux ?
3. Enfin, quel est aujourd'hui ce Parti communiste que nous mettons au service de ces transformations sociales ?

Je note avec satisfaction que c'est bien à ces trois questions que, depuis des mois, les communistes se sont attelé·e·s à répondre, de manière claire et accessible. Nous nous tenons scrupuleusement à notre feuille de route et nous avons engrangé beaucoup de travail, qu'il s'agit aujourd'hui de faire fructifier.

Le vote sur le choix de la base commune marque une nouvelle étape importante de ce débat et de ce travail. Nous ne sommes pas au bout du débat engagé, loin de là, puisque nous entrons désormais dans la phase ultime et décisionnelle du congrès.

Nous avons choisi une base commune de discussion, maintenant nous devons aller vers nos choix et nos décisions finales.

- Le vote des communistes sur le choix de base commune a mobilisé 30 841 communistes.
- Cela représente 60 % des 49 231 cotisant·e·s adhérent·e·s déclaré·e·s par leurs fédérations à jour de leurs cotisations et adhérent·e·s depuis plus de trois mois.
- 30 841 communistes mobilisé·e·s, soit 1 677 de plus que lors du dernier congrès pour ce même vote, c'est une force.

Ce vote le montre : le Parti communiste reste l'un des plus importants actifs politiques militant·e·s du pays, et il vit démocratiquement, au grand jour. C'est un fait politique essentiel, un atout que nous devrions toutes et tous nous employer à mettre en valeur.

Le vote, il est vrai, recouvre encore des niveaux inégaux d'implication dans le débat.

- 20 000 communistes avaient répondu à la consultation initiale lançant le processus de congrès.
- Sur les 31.000 votant·e·s, une part importante s'est impliquée dans les discussions préparatoires, d'autres ne se sont déplacés que pour le vote.

De nombreux et nombreuses camarades, comme ils et elles l'ont souvent dit dans les AG de section, n'ont pas ou peu lu les textes. Mais le vote nous fait franchir une étape supplémentaire dans l'implication des communistes et, d'une certaine manière, pour nombre d'entre-eux, le débat ne fait que commencer.

Bien entendu, le vote ne mobilise ni tous nos cotisant-e-s, ni tous nos adhérent-e-s en possession de notre carte tri-annuelle, qui sont encore bien plus nombreux. C'est un sujet qui doit continuer de provoquer notre réflexion, car notre réserve militante et démocratique est encore bien plus large.

Une part importante de nos adhérent-e-s restent à l'écart de nos processus démocratiques. C'est un problème structurel que nous ne parvenons pas à résoudre.

L'édition et la remise de la nouvelle carte tri-annuelle du Parti qui sera éditée à l'issue de notre congrès devra être l'occasion d'une bataille d'importance sur ce point. Je ferai une proposition en ce sens en vue de notre congrès.

Ces remarques faites, j'en viens aux résultats et à leur signification qui doit être par nous toutes et tous prise en compte.

Les résultats, comme vous le savez tou-te-s, placent le Parti dans une situation inédite.

- 30 180 votant-e-s se sont exprimé-e-s sur les textes, 661 ont voté blanc ou nul.
- 11 467, soit 38 %, ont voté pour la base commune proposée par le Conseil national.
- 3 607, soit 11,95 %, ont voté pour le texte « Le printemps du communisme ».
- 12 719, soit 42,14 %, ont voté pour le texte du Manifeste.
- 2 387, soit 7,91 %, pour le texte 4.

C'est donc le texte du Manifeste qui arrive en tête, devançant de 1 252 voix le texte proposé par le Conseil national. Il devient donc le texte de base commune sur lequel vont se poursuivre les discussions des communistes. Nos statuts sont sur ce point clairs et indiscutables. C'est notre règle commune.

Le choix du Manifeste a un sens, et il a été résumé de cette façon : « *mettre fin à l'effacement du Parti* ». Il marque le plus souvent, pour les camarades qui ont soutenu ce texte, la volonté d'une affirmation plus forte de notre parti et une critique de la conduite de nos choix unitaires. Ce message doit être entendu.

Ces préoccupations ne sont d'ailleurs pas l'apanage des communistes qui ont voté pour ce texte. Elles sont largement partagées mais les conclusions que chacun-e en tire divergent. C'est ce qui explique l'autre caractéristique des résultats, leur diversité et l'absence de majorité.

En effet, aucune base commune soumise au vote des communistes n'obtient de majorité, ce qui est un autre fait inédit.

Les votes sont très partagés, et très souvent inverses au résultat global :

- 49 fédérations ont placé le texte du CN en tête, dont 29 avec une majorité absolue et 20 avec une majorité relative.
- 40 fédérations ont placé le texte du Manifeste en tête, 24 avec une majorité absolue et 16 avec une majorité relative.

- 4 fédérations ont placé le texte du Printemps en tête.
- 3 fédérations ont placé le texte 4 en tête.

Pour dépasser cette situation, prendre en compte l'ensemble de ces votes et leurs motivations est désormais indispensable à la construction commune qui nous attend. Permettre aux communistes de se rassembler sur des choix clairs et majoritaires au Congrès nous appelle tous à intensifier et à préciser nos débats, en veillant à s'écouter et à se respecter.

C'est donc avec un nouvel état d'esprit que nous devons tous entrer dans cette dernière phase du Congrès si nous voulons que celui-ci se rassemble sur des majorités efficaces pour avancer. Nous ne devons pas nous contenter de répéter la première phase de discussion, ce qui nous mettrait dans l'impasse et sans majorité claire au Congrès.

Je crois que c'est possible sans nier les étapes précédentes, en actant clairement les résultats du vote et en allant ensemble plus loin dans le débat sur un certain nombre de questions.

Nous avons un nouveau point de départ avec le texte du Manifeste. C'est maintenant aux communistes, à nous tou-te-s, de construire le point d'arrivée que sera le texte d'orientation adopté au Congrès.

Le Conseil national, le comité exécutif national, moi-même comme secrétaire national, avons la responsabilité de garantir la conduite d'un processus qui rassemble les communistes en s'appuyant sur les choix souverains de nos adhérentes et adhérents dans cette phase finale du processus.

Comment avancer vers cet objectif ?

1) La première question est celle de la construction démocratique du texte final jusqu'au Congrès.

Si nous ne voulons pas prolonger l'affrontement texte contre texte, mais avancer vers des choix communs majoritaires, je crois qu'il convient d'identifier ensemble les questions sur lesquelles le débat devrait être approfondi pour déboucher sur des amendements, des ajouts ou sur de nouvelles rédactions dans le texte.

Je veux donner mon avis sur ces questions, et j'espère que la discussion du CN enrichira cette réflexion, en la portant à la connaissance des communistes.

J'identifie pour ma part cinq grands thèmes.

Le premier porte sur l'actualité du communisme.

Nous nous sommes donné comme objectif à ce congrès de redéfinir avec le plus de clarté possible ce que la base commune appelle désormais « le communisme de notre temps », un communisme qui soit à la fois un but et un chemin de lutte pour dépasser le capitalisme, et dont la nécessité historique s'affirme comme jamais en ce XXI^e siècle, dans les contradictions et les impasses de la mondialisation capitaliste.

Nous sommes donc à la tête de nombreuses rédactions dans les différents textes, de la base commune, du texte du CN et du Printemps, qui permettent d'aller vers cet objectif.

Lors de la consultation de nos adhérent·e·s qui a servi de base aux travaux de notre assemblée des animateurs·trices de section, et à laquelle près de 20 000 communistes ont participé, à la question quels défis du combat communiste devons-nous travailler en priorité, les communistes avaient établi une première liste : la lutte contre le coût du capital, la révolution du travail, l'écologie, la transformation de la mondialisation pour un monde de paix, la construction des communs, la lutte contre le racisme et toutes les discriminations, la révolution démocratique, l'émancipation par les savoirs et la culture, la lutte pour les droits des femmes.

Nous avons sur cette base tenu cette année de nombreuses initiatives et travaux susceptibles d'enrichir le texte soumis à notre discussion commune.

Les assises communistes pour l'écologie qui ont placé « l'ecommunisme » comme élément essentiel d'un projet communiste du 21^e siècle, nos initiatives sur la République et la réforme constitutionnelle, qui appellent désormais la relance d'une bataille d'ampleur sur la 6^e République face à la monarchisation du régime, nos États généraux du numérique, les Rencontres Niemeyer, notre convention pour l'art et la culture, nos journées d'étude sur le racisme, notre campagne pour l'égalité et contre les violences faites aux femmes, représentent autant de chantiers qui permettent déjà de donner chair et corps à notre projet.

La base commune gagnerait beaucoup à prendre en compte les travaux de ces différentes initiatives comme autant de terrains de lutte communiste.

Notre conception du communisme n'est plus depuis longtemps un projet de société figé et achevé que nous aurions seulement et par notre seule volonté à faire partager, mais bien ce mouvement réel de luttes pour réussir l'émancipation de chacun·e et de toute la société.

Plutôt que de revenir, pour définir ce choix, à nos anciennes conceptions sur la transition socialiste, nous avons tout à gagner à approfondir notre conception du communisme comme chemin de lutte et de transformation s'appuyant constamment sur la mise en mouvement du plus grand nombre, favorisant l'élévation du niveau de conscience, donnant force aux aspirations et expériences qui existent et se développent, et traduisent une volonté, déjà présente dans notre société, de dépassement de toutes les dominations.

C'est en confrontation avec l'action, avec ce qui se construit et bouge dans la société, que nous continuerons à préciser le sens et l'utilité de notre projet communiste.

La lecture des « Cahiers du congrès » rendus publics à notre université d'été est à populariser dans cette dernière phase du congrès.

Notre congrès doit continuer à approfondir d'un même mouvement nos analyses et ce « que nous dit la société », pour mieux définir ce que nous avons à lui dire.

Même s'il est impacté et travaillé par l'offensive du capital, le mouvement réel de la société est plus complexe, plus riche, plus contradictoire qu'on ne le dit souvent.

On le voit à la diversité des combats multiformes : l'accueil des migrant·e·s, la lutte pour l'égalité entre les femmes et les hommes, la défense et la promotion des services publics, le respect des

écosystèmes et la réponse aux défis écologiques, les luttes pour un mode de développement émancipateur et responsable de la production à la consommation.

Dans de très nombreux domaines, ceux de l'économie sociale et solidaire, de la révolution numérique avec ses « tiers lieux », de l'agriculture paysanne et de proximité, de la finance solidaire, de l'urbanisme ou encore de la multitude d'activités où se déploie le secteur associatif, des pratiques de co-élaboration et d'agir en commun connaissent un développement foisonnant.

Tous ces traits de la réalité doivent continuer à être débattus.

De même, au sein des entreprises, le travail lui-même est impacté par ces réalités montantes. A l'heure de la révolution numérique, l'intelligence partagée, le travail décloisonné entre des collectifs qui échangent en permanence est une exigence majeure. Bien évidemment, ces mouvements et aspirations sont sans cesse contrecarrés par la mise en concurrence des salarié·es et les exigences de rentabilité. C'est ce qui fait de l'exigence de nouveaux pouvoirs des salarié·e·s sur leur propre travail comme sur la marche des entreprises une bataille d'avenir décisive.

Pas de contresens cependant. Mettre l'accent sur ces réalités ne signifie nullement que le monde nouveau pourrait surgir spontanément du capitalisme en crise systémique, ou encore qu'il suffirait de se polariser sur telle ou telle pratique alternative pour faire l'économie du combat contre le capital. Sa domination limite, entrave, dévoie toutes ces potentialités. Il n'empêche qu'elles existent bel et bien et qu'elles marquent l'évolution de la société de leur empreinte. Elles sont autant de points d'appui pour le mouvement transformateur.

Être pleinement dans ce bouillonnement multiforme de luttes et de pratiques solidaires et émancipatrices, contribuer à rassembler autour d'elles, agir pour qu'elles convergent en acquérant plus de lucidité sur la nature des obstacles qu'elles rencontrent et sur la nécessité de travailler à des solutions politiques, tout cela doit être considéré comme une tâche importante de notre parti et être davantage souligné dans notre texte.

Il y a vraiment matière à l'enrichir.

Le deuxième thème concerne le sens et le rôle de l'initiative communiste dans la société.

Tout le monde converge parmi nous pour faire de la relance de l'initiative communiste une question clé du congrès. Mais je pense qu'il serait utile d'approfondir la conception que nous en avons.

Ce débat, à l'évidence, mérite d'être réactivé.

Il s'agit d'éclaircir notre démarche de rassemblement mais au-delà, notre conception du rôle du Parti et de son utilité, jusqu'à son organisation et sa conception des directions.

Inscrivons-nous notre action et démarche de rassemblement dans le mouvement réel de la société avec ses contradictions, ses accélérations, ses reculs, ses mouvements inattendus qui nous appellent à l'analyse du mouvement des idées et de la société, pour apporter les réponses les meilleures et les plus adaptées, dans des configurations évolutives et multiformes ? Ou considérons-nous que nous devons trouver la « formule politique intangible » qui enfermera ce mouvement ou tracera sa voie ?

Cela suppose d'être en permanence en lien avec les citoyen-ne-s et les actrices et acteurs sociaux, mais aussi, dans cette période de recomposition politique, d'être très attentif aux évolutions du paysage politique, aux positionnements évolutifs des un-e-s et des autres, et de ne pas considérer le paysage comme figé.

Tout ce que nous souhaitons mettre en œuvre se fait en réalité en confrontation avec l'action et le mouvement réel de la société. Nos idées prennent de la force quand elles deviennent des idées dans la société et non pas seulement « nos » idées. Leur mise en pratique, en lien avec la conscience de celles et ceux qui se mettent en action ou ont potentiellement intérêt à le faire, compte autant que nos idées elles-mêmes.

Nous ne devons pas penser en extériorité à la société, mais plonger nos réflexions dans les contradictions de la société elle-même et des consciences. C'est en cela que je préfère, et de loin, la notion de parti de l'initiative communiste à celle de « *parti éclairé, à l'avant-garde des luttes et des idées* ».

Notre travail permanent de rassemblement, qui fait partie de notre ADN, s'enracine dans ce rapport intime avec la société et l'état des consciences. Sinon, il nous arrive couramment soit de surestimer le rapport des forces, soit de sous-estimer le potentiel d'une lutte ou d'un mouvement engagé.

L'initiative communiste, c'est celle, qui adaptée au terrain, aide le mouvement populaire à grandir, à s'unir, à identifier les causes et les solutions, à gagner, à prendre conscience des changements plus élevés nécessaires.

L'initiative communiste est donc par nature en écoute et en échange permanents avec les forces sociales en mouvement.

Nous devrions discuter plus souvent non seulement des idées que nous voulons porter mais de leur prise réelle sur le mouvement des consciences. Par où commencer, comment, en parlant comment et avec quels mots ?

L'initiative communiste a aussi besoin de durée, de permanence, de ténacité, et donc d'organisation, d'évaluation, d'ajustement pour faire vivre le dialogue politique avec la réalité. C'est l'enjeu de nos campagnes politiques, c'est aussi l'enjeu de nos structures, de nos réseaux, de notre travail d'animation et de direction.

L'initiative communiste est fondamentalement affaire de processus, et non seulement de discours. Elle est donc affaire de processus démocratique et de pratiques populaires. C'est la fameuse phrase : « *l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes* ».

De tout cela, il importe que nous continuions à discuter.

Le troisième thème concerne notre ambition politique dans la nouvelle situation.

La base commune doit actualiser notre appréciation des évolutions de la situation politique depuis l'élection de Macron et les recompositions politiques en cours.

Sinon, nos discussions stratégiques seront désincarnées ou se limiteront aux expériences passées.

Je crois que dans cette dernière phase du congrès, le moment est venu de préciser notre analyse de la situation et d'en tirer des conclusions, éclairées par les expériences passées, sur nos objectifs à venir.

Le « macronisme » est aujourd'hui caractérisé tout autant par son agressivité anti-sociale, son service exclusif des intérêts capitalistes, son autoritarisme technocratique et monarchique que par sa fragilité politique, comme le montre l'actuel balbutiement du remaniement ministériel au terme d'un été chaotique marqué par l'affaire Benalla, la démission de deux ministres d'État et la chute de popularité de Macron. Et ce cocktail explosif aggrave encore la crise politique et démocratique.

Nous ne sommes pas pour rien dans ces difficultés nouvelles de la « macronie ».

Dans notre feuille de route de novembre 2017, nous appelions les communistes à « *intensifier, dans tous les domaines, la contestation de la politique du pouvoir Macron, et à construire dans les luttes les bases d'une politique alternative* ».

C'est ce que nous avons fait : nous avons participé des luttes et des mobilisations qui se sont développées en travaillant à ouvrir des perspectives. Celles contre les ordonnances, contre la casse de la SNCF, nous avons participé des mobilisations contre la baisse de l'APL et la volonté de casse du logement social, la suppression des contrats aidés... Nous avons pris de nombreuses initiatives, initié de nombreuses rencontres, face à la mise en place de la sélection à l'entrée des universités, ou encore nous avons participé à la colère dans les territoires et les communes les plus frappées d'inégalités débouchant notamment sur l'appel de Grigny.

En lien avec toutes ces luttes, nous avons décidé d'initiatives communistes : la tournée des hôpitaux avec nos parlementaires, les mobilisations et chaînes humaines autour des barrages hydrauliques, la manifestation pour l'égalité des territoires impulsée par nos camarades des hauts de France, nos actions pour un accueil digne des migrant·e·s.

Nous avons sans cesse pointé les responsabilités de la finance, installé l'image de « président des riches ».

Nous avons mis en avant notre conception de la République et de la démocratie, à travers notamment la bataille initiée par nos deux groupes parlementaires, le colloque organisée le 5 mars, ou en juillet, le Serment du Jeu de Paume, lors de la convocation par Macron du Congrès à Versailles.

Nous avons tenu les états généraux du progrès social à Montreuil, et nous voulons poursuivre cette démarche avec les états généraux du progrès social en Europe, dont le congrès devra décider s'il retient ou non l'idée.

Nos initiatives de solidarité concrète ont connu un écho et une participation en hausse, même si nous savons que nous devons les ancrer davantage dans nos pratiques quotidiennes, tout au long de l'année.

Enfin, la Fête de l'Humanité par son ampleur et sa richesse, en fait également partie et à donné à voir la vitalité de notre parti.

Notre congrès doit maintenant caractériser la situation actuelle et préciser avec quelles initiatives avancer.

- Quelles luttes pour empêcher la politique gouvernementale de continuer à dégrader la vie des gens et les solidarités dans la société ?
- Quelle construction d'objectifs politiques dont les forces populaires pourraient s'emparer dans ces luttes, avec nos idées, avec celles du mouvement social ? Quelles grandes lois sociales, économiques et écologiques, reconnues par le mouvement populaire, comme nous essayons de le construire avec le tour de France des hôpitaux ?
- - Enfin, quel chemin de reconstruction politique ? Cette question taraude déjà toute une partie de la société et nous ne pouvons rester sans réponse.

Le texte du Conseil national tentait de caractériser l'évolution des forces en présence à droite et à gauche. Cette analyse est nécessaire.

Nous avons notamment besoin d'un débat lucide et dépassionné sur l'état des forces de gauche, de la FI à Génération·s et Emmanuel Maurel en passant par un PS déliquéscent, les Verts ou l'extrême-gauche. Besoin aussi d'un regard sur ces millions de gens de gauche, qui ne savent à quel parti se vouer et qui n'en restent pas moins le cœur à gauche. D'un débat sur les idées qui traversent ces formations. Car, sauf à se replier sur nous-mêmes, c'est dans ce paysage que nous sommes aujourd'hui, et dans aucun autre.

Nous avons deux défis à relever : faire face avec notre peuple, aux attaques du gouvernement Macron, et construire une réponse politique à son probable affaiblissement. Faute de le faire, nous laisserions libre court à toutes les aventures politiques et nous savons où elles peuvent en ce moment très vite conduire, comme nous l'enseignent le Brésil, le Brexit ou l'Italie. Le danger droite-extrême droite est chez nous comme ailleurs une réalité menaçante.

Le débat sur le bilan de nos initiatives stratégiques ou unitaires est de ce point très utile si nous voulons avancer en tirant des leçons du passé.

Mais ce travail de bilan n'est utile que s'il ne se réduit pas à une caricature consistant à résumer les causes principales de nos difficultés par – je cite –, le « renoncement des dirigeants successifs du Parti ».

Mieux vaut avoir entre nous un débat exigeant sur la meilleure manière d'avancer de manière nouvelle. Une chose est certaine, la question de l'alternative politique à Emmanuel Macron remonte plus vite qu'on ne l'imaginait il y a un an. Et dès lors, la nature a horreur du vide. C'est une part de l'initiative communiste que de savoir répondre à cette question.

Les élections à venir seront des moments de toutes ces batailles de contenus comme de constructions politiques. Je pense que le texte final devrait traiter avec plus de précisions et distinctement des trois échéances européennes, municipales (qui n'est actuellement pas du tout traitée) et présidentielle.

Concernant les élections municipales, j'ai proposé lors de la Fête de l'Humanité une grande bataille sur l'avenir de la République. Je crois en effet que de l'avenir de nos communes à celui des institutions, de celui de nos services publics à l'égalité des territoires, une grande bataille est

engagée. Ce pourrait être un cadre de large rassemblement pour engager concrètement notre bataille municipale auprès de chaque territoire.

Notre engagement dans toutes les communes de candidat.e.s est nécessaire pour travailler à ces rassemblements les plus larges sur la base de projets promouvant la commune, les services publics, la démocratie locale.

Nécessaire aussi pour que ces projets soient construits au plus près de nos concitoyen-ne-s et avec leur participation.

Nous pourrions relier dans le texte cet enjeu à celui du rôle de nos élu.e-s, qui serait sinon abordé un peu hors sol.

Concernant l'élection présidentielle, puisque la question de la présentation d'une candidature communiste en 2022 est explicitement abordée, je pense que le débat doit être approfondi.

Nous ne connaissons évidemment pas les conditions qui seront celles de cette élection en 2022. Mais la reconstruction de notre présence dans cette échéance cruciale appelle un débat plus sérieux, notamment sur les problèmes particuliers que posent à un parti révolutionnaire comme le nôtre l'élection présidentielle et la présidentialisation extrême de la vie politique française, la dévalorisation du Parlement, la subordination des élections législatives jusque dans le calendrier électoral, à l'élection tous les 5 ans du chef de l'État.

Le quatrième thème porte sur la mondialisation, l'internationalisme et l'Europe.

Je commence par l'Europe et donc les élections européennes. Je pense que nous devrions tout simplement nous donner sur l'Europe un objectif simple : faire figurer dans le texte, en lieu et place du texte actuel, notre orientation de campagne et de liste pour les élections européennes. Nous en parlerons demain avec un rapport de lan, dont tout le monde salue l'entrée en campagne, qui est d'ailleurs le résultat du travail engagé dès après l'assemblée des secrétaires de section dans le cadre de nos chantiers. Ce fut en quelque sorte notre première décision de congrès par anticipation. Je rappelle que nous avons adopté à une très large majorité au CN une résolution sur cette orientation.

Sur la mondialisation et l'internationalisme, qui est un passage que le texte du CN n'avait pas développé et que la base commune développe, je crois qu'il est nécessaire d'enrichir cette partie de tout le travail d'analyse et d'initiative du secteur international.

Je crois que c'est dans cette partie que nous pourrions faire référence à la question des migrations et au manifeste que nous avons publié au printemps.

Sur ces deux questions, je rappelle que nous sommes à la tête de deux documents importants, le rapport que Lydia avait présenté devant le CN et les travaux de la convention Europe tenue il y a quelques années. Ces travaux ont besoin d'actualisation mais ils contiennent tous les deux une matière riche, largement sous-utilisée.

Le cinquième thème est celui du rôle et des transformations du Parti.

Je crois que nous devrions sans caricature, et sans réduire ce que nous avons réussi ou non à faire à la seule dimension de notre propre volontarisme, pousser le débat sur le rôle du Parti, sur notre

rapport à la société. Et à partir de là, décliner plus concrètement les domaines dans lesquels nous voulons pousser nos avancées.

Le texte peut à cet égard être enrichi de réflexions plus précises qui figurent dans d'autres textes. Je pense par exemple aux solidarités concrètes, dont nous avons commencé à élargir la mise en œuvre tout au long de l'année écoulée, ou à notre structuration de proximité, qu'elle soit géographique ou par réseau, au déploiement de nos capacités d'initiative communiste dans la proximité.

Sur le travail politique en direction de l'entreprise, qui ne fait pas débat je crois dans le principe, nous pourrions pointer le besoin d'évaluation de ce qui existe et d'expérimentations concrètes plus poussées. Et cela en lien avec la réflexion stratégique sur les réalités en profonde mutation du travail, du salariat et de l'entreprise, et les enjeux complexes de la reconstruction d'une conscience de classe dans le monde du travail tel qu'il est devenu aujourd'hui.

Je pense que nous pourrions également intégrer au texte final des avancées concrètes engrangées ou en cours grâce au résultat du travail mené notamment tout au long de cette année. Je veux notamment parler du lancement de la nouvelle plate-forme numérique du Parti, un outil attendu par de nombreuses et nombreux communistes, qui sera mise en service le 5 novembre. Également du lancement de l'Université permanente, qui est un nouvel étage, avec l'Université d'été et la réorganisation de nos stages éducatifs, de notre politique de formation, d'éducation populaire, d'appropriation du marxisme et des savoirs.

Je veux ajouter une proposition en particulier. Nous savons qu'au lendemain du Congrès, qui sera de toute façon marqué par des changements importants, un grand besoin d'appropriation et de communication sera devant nous. Des possibilités nouvelles de renforcement du Parti peuvent s'ouvrir si nous savons réveiller un intérêt nouveau pour les transformations du Parti. Et enfin, nous nous dirigerons vers une année 2020, celle de notre centenaire. Nous pourrions alors préparer une année de festivités politiques et culturelles baptisée « Cent ans d'avenir », tournée vers les enjeux dans le XXI^e siècle d'un nouveau siècle de communisme.

Au lendemain de notre congrès sera également éditée notre nouvelle carte tri-annuelle. Nous pourrions ainsi lancer au Congrès une grande campagne qui ouvre grandes nos portes aux salarié-e-s et à la jeunesse de ce pays, une grande campagne de popularisation de ce que nous sommes et de ce pour quoi nous combattons, une grande campagne d'adhésions. Cette campagne pourrait durer deux ans jusqu'à la date anniversaire du 25 décembre 2020.

Le chantier communication a également beaucoup travaillé en lien avec de nombreuses fédérations et cette campagne lancée au congrès pourrait donner à voir une nouvelle signature visuelle du Parti, ancrée dans nos valeurs, plus moderne, unifiant et déclinant notre communication autour de « l'humain d'abord », qui sera d'ailleurs le titre de la page d'accueil de la plate-forme. Je crois que des milliers de nouvelles adhérent-e-s peuvent nous rejoindre au cours de ces deux années.

Voilà, cher-e-s camarades, sans aucune volonté d'être exhaustif, des questions qui me paraissent devoir être approfondies pour déboucher sur des propositions de rassemblement des communistes appuyées sur des améliorations communes du texte final du Congrès.

2) La deuxième et dernière question est la construction de notre future direction nationale

Ce débat va désormais très naturellement s'accélérer. La commission des candidatures s'est déjà réunie plusieurs fois en consacrant dans un premier temps son travail à la conception des directions. Gilles Ravache interviendra dans la journée pour présenter ce travail.

Mais nous allons aussi passer progressivement à la construction d'une liste de candidatures au fur et à mesure que seront actés nos choix de congrès et déclarées les propositions de candidatures selon nos procédures statutaires.

Je livre ici quelques réflexions sur ma lecture critique du bilan de direction et surtout sur ce qu'il conviendrait de changer. Je veux faire trois remarques.

1. Le Conseil national doit être mieux un collectif de direction, autrement dit un lieu collectif où se confrontent tous les niveaux d'expérience de notre travail national. J'entends par là tout à la fois des camarades, secrétaires ou responsables fédéraux, en responsabilité du travail militant dans les fédérations ; des parlementaires et des élu-e-s qui construisent à part entière des pans entiers de l'élaboration et de la représentation du Parti, et des responsables ou animateurs-trices de secteurs du travail national. La composition du Conseil national devrait selon moi être pensée différemment en intégrant davantage les besoins nationaux de travail. Notre parti est riche de toutes ces expériences mais le Conseil national, lui, trop souvent ne l'est pas. Il ne met pas assez à profit cette diversité d'expériences. L'association réelle de camarades représentant ces différentes formes de responsabilités est une condition de notre prise en compte des réalités et de notre efficacité.
2. Le Conseil national est souvent stérilisé par la reproduction à l'infini du même et seul débat stratégique au détriment de son travail d'élaboration et d'évaluation de nos décisions. Ainsi, après l'adoption de la feuille de route de novembre, celle-ci s'est mise en œuvre sans qu'on ait jamais l'impression au Conseil national qu'elle impactait sa réflexion. La campagne électorale des textes a souvent occulté ce travail qui pourtant se menait bel et bien, amputant l'appropriation par les communistes et par la direction nationale des résultats de ce travail.
3. L'efficacité du travail de la direction nationale doit être repensée tant en termes d'animation, d'élaboration que de mise en œuvre, ce qui suppose une autre organisation de nos travaux, de la préparation de nos réunions, de la circulation d'informations et de notes de travail, de l'évaluation de nos décisions.

Au fond, je pense que le Parti a besoin de plus d'unité dans la centralisation, l'échange politique d'expériences, et la prise de décisions et de plus d'efficacité dans l'action. La direction n'est pas assez le lieu de construction de cette unité et de cette efficacité.

Le problème n'est pas notre diversité humaine et politique, c'est même une richesse. Le problème est la construction d'une unité politique d'action à partir de cette diversité.

Je pense personnellement, même si je sais que cette question fait débat, que la réduction du nombre de membres du Conseil national et du CEN, et une assiduité plus grande de leurs membres, faciliterait la résolution de ce problème. Elle correspondrait mieux en outre à la réalité de nos moyens.

Et je pense que la direction, donc ses membres, devraient en permanence se consacrer à parts égales aux élaborations politiques et aux tâches d'animation et de mise en œuvre.

Au sein du Conseil national, la composition de l'exécutif devrait privilégier la notion d'équipe, de loyauté et de solidarité, ce qui n'a rien à voir à mes yeux avec une quelconque réduction de la diversité de nos approches. Et la désignation du ou de la secrétaire nationale devrait n'être qu'un élément, certes important, de la constitution de cette équipe. Je mets donc cette question à sa place.

Dans la situation qui est la nôtre, ces notions d'équipes et de collectifs de direction me paraissent aujourd'hui plus essentiels que jamais, et ils doivent être revalorisés, quitte à provoquer des discussions plus serrées et plus exigeantes au moment de leur constitution.

Car aucun·e secrétaire national·e, ni moi, ni un·e autre, ne relèvera à lui seul·e les défis qui sont devant nous.

C'est en ayant en tête ces défis politiques et organisationnels, la situation réelle de notre parti, ses atouts et ses fragilités, et une conscience de nos responsabilités dans ce moment crucial pour notre avenir, que je me suis exprimé sur la question du secrétaire national.

J'ai dit deux choses que je confirme aujourd'hui. La première ma disponibilité si les communistes le décident. Mon ambition pour le Parti, pour ses transformations, pour notre unité d'action offensive est intacte.

La seconde, le fait que cette question n'était pas un tabou, et que d'autres avis et propositions pouvaient être mis sur la table. Si c'est le cas, nous aurons collectivement et sans la dramatiser à examiner cette situation. La commission et les communistes devront en être saisi·e·s. Je ne dis pas souhaiter cette situation. Vous l'avez compris, je crois que la discussion sur notre collectif de direction devrait à mes yeux primer, car sur cette question comme sur nos orientations il va falloir rassembler les communistes et nous projeter dans l'avenir.

Voilà cher·e·s camarades, les réflexions et propositions que je soumets à notre discussion.